

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Retraites

Le projet du PS en butte aux attaques du gouvernement

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : samedi 22 mai 2010

Démocratie & Socialisme

Hier, le gouvernement mettait au défi le PS de présenter son projet de réforme des retraites et scandait sur l'air des lampions « Le projet ! Le projet ! » Las, le PS vient de rendre public son projet et le gouvernement enrage car il met à nu sa politique sur deux points essentiels en refusant tout recul de l'âge légal de la retraite à 60 ans et en proposant de mettre à contribution le capital pour augmenter les ressources des régimes de retraites.

Du coup, le gouvernement s'emporte et attaque le projet du PS selon deux axes principaux relevant, l'un comme l'autre, de la même mauvaise foi.

Premier axe : le projet du PS serait une « bombe fiscale »

Ils ne sont pas gênés. La mise à contribution du capital proposée par le PS pour financer les retraites est bien loin de compenser les baisses systématiques des impôts des riches et des sociétés mises en oeuvre par la droite au pouvoir. C'était une « bombe fiscale » autrement plus dévastatrice puisque c'est cette baisse et elle seule qui explique l'explosion de la dette publique dont nous subissons aujourd'hui les effets.

« 20, 30, 40 milliards d'euros de fiscalité et de cotisations en plus ! » s'indigne le ministre du Travail, Eric Woerth, perdant toute mesure et oubliant que les emprunts faits aux rentiers pour compenser les baisses d'impôts des plus fortunés se traduit en 2009 par une facture de 45 milliards d'euros d'intérêts à déboursier par l'Etat. 45 milliards d'euros destinés non pas à financer les retraites mais à payer des parasites, les rentiers titulaires (directs ou indirects) des titres de la dette de l'Etat.

Deuxième axe d'attaque du gouvernement : mettre le capital à contribution nuirait à la « compétitivité » des entreprises françaises dont le coût des produits ne pourrait qu'augmenter.

C'est faux, si les entreprises sont aussi intéressées que cela à la « compétitivité » des entreprises, elles n'ont qu'à diminuer le montant des dividendes versés à leurs actionnaires du même montant que celui des augmentations de cotisations retraites et de taxations du capital proposées par le PS. Le coût des produits resterait inchangé, seule changerait la destination des fonds : le financement des retraites plutôt que la rémunération des actionnaires. Ce ne serait que justice, la part des dividendes a augmenté de 3,2 à 8,5 % du PIB entre 1982 et 2007. Des dividendes aussi élevés ne servent à rien, surtout pas à l'investissement productif puisqu'ils sortent de l'entreprise pour aller directement dans la poche des actionnaires. Ils sont au contraire tout ce qu'il y a de plus nuisibles puisqu'ils vont alimenter la spéculation contre les dettes publiques, prétexte à multiplier les plans d'austérité partout en Europe.

Il est risible, enfin, d'entendre un tel argument dans la bouche d'un gouvernement qui est un farouche partisan de l'euro cher. Car, quand l'euro augmentait de 0,8 dollar pour un euro en 2000 à 1,5 dollar pour 1 euro en 2009, ce n'était pas de 2 à 4 % qu'augmentaient les produits des entreprises françaises exportés hors de la zone euro (comme cela serait le cas avec les mesures préconisées par le PS si elles n'étaient pas compensées par une baisse des dividendes) mais de près de 100 %. Et ce sont ces gens là qui viennent nous parler de « compétitivité » ! **La seule chose qui les intéresse ce sont les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires.**